

Plan social chez Hop!: Air France «doit des emplois à Morlaix», dit le président de région

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 50 minutes



Hop!, filiale d'Air France, prévoit un plan social sur la base de Morlaix. *Francois Bouchon / Le Figaro*

Le président socialiste de Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, a estimé jeudi que le groupe Air France devait *«des emplois à Morlaix»* alors que le site est visé par un plan social de Hop!, avec plus de 200 emplois en jeu. *«On ne dit pas qu'il faut garder des métiers qui n'existent plus et s'il n'y a plus d'avions à entretenir, on ne va pas entretenir des avions qui n'existent plus»*, a dit M. Chesnais-Girard lors de la présentation de ses vœux à la presse à Rennes. Mais, *«le groupe Air France est grand, ils ont des salariés qui sont dans des situations à Roissy, à Orly, à Nantes, à Lyon qui pourraient être meilleures s'ils habitaient à Morlaix. On peut inventer une nouvelle manière de faire et je redis qu'ils*

nous doivent des emplois», a-t-il insisté, soulignant que l'État qui a injecté plusieurs milliards d'euros pour la compagnie aérienne était en droit de demander «des contreparties».

Fin décembre, le CSE de la compagnie aérienne Hop!, filiale d'Air France, s'était opposé au plan de départs prévoyant la suppression de 1.007 emplois, promettant «une grosse bataille juridique» si celui-ci est homologué. La direction envisage de «recentrer» la compagnie sur «Roissy et Lyon» et de fermer les sites de Morlaix et Lille.«On est une des rares régions qui a vraiment besoin d'avions parce que Brest est loin et ceux qui disent qu'on n'aura plus besoin de notre aéroport se trompent», a également estimé l'élu, interrogé sur les quatre dossiers sociaux «chauds» bretons, avec la Fonderie de Bretagne (Morbihan), Nokia à Lannion (Côtes-d'Armor) et la compagnie maritime Brittany Ferries.

Interrogé sur l'arrivée de nouveaux habitants venus d'Ile-de-France à la suite de la crise sanitaire, M. Chesnais-Girard a reconnu que ce mouvement pouvait constituer «un point d'espoir pour demain» et que cela pourrait «réalimenter la Bretagne d'une nouvelle population».